

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre, s'il vous plaît. Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 h 01.)

### REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

## DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

### L'ÉNERGIE

#### ON CRITIQUE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, la politique énergétique du gouvernement est en déconfiture. Elle nous place dans la pire des situations: en effet, le brut rapporte aux producteurs des prix peu élevés, mais, au détail, le pétrole se vend cher aux consommateurs. L'an dernier, le gouvernement a promis de créer des centaines de milliers d'emplois et de faire du secteur énergétique le moteur de la croissance de l'économie canadienne. Or aujourd'hui, le pétrole produit grâce aux travaux de prospection et de mise en valeur dans l'ouest canadien se vend bon marché. On prévoit que le budget de ces travaux de prospection et de mise en valeur sera réduit de 3 à 4 milliards de dollars cette année, ce qui provoquera la perte de 100,000 emplois au Canada. Cette perte éprouvera non pas seulement l'ouest du Canada, mais aussi des localités comme Sault-Sainte-Marie où l'Algoma Steel supprimera 1,500 emplois par suite de la politique énergétique du gouvernement.

Par ailleurs, le prix de vente au détail a baissé progressivement, mais bien moins vite qu'aux États-Unis. Le pire pour les Canadiens, c'est que Petro-Canada vend son essence aux distributeurs américains 7.5 c. le litre de moins qu'aux distributeurs canadiens. La politique énergétique conservatrice est la pire qui soit.

\* \* \*

### LES MINES

#### LES MISES À PIED DE COMINCO À TRAIL (C.-B.)

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, la région de Kootenay-Ouest, en Colombie-Britannique, plus particulièrement la ville de Trail, est durement touchée par un taux de chômage supérieur à 20 p. 100. Seulement cette année, le plus important employeur de la région, Cominco, a renvoyé 500 employés à Trail et à sa mine de plomb, à Kimberley. La chute du cours mondial des métaux et l'inertie des gouvernements fédéral et provincial depuis quelques années ont assombri l'avenir de la région. L'avenir de la société Cominco et de la région de Trail est tellement incertain que les hypothèques résidentielles ne sont plus automatiquement disponibles.

### Article 21 du Règlement

Le gouvernement fédéral est disposé à aider Cominco à moderniser sa vieille fonderie, mais il a été incapable de s'assurer la collaboration du gouvernement provincial dans ce dossier. Le premier ministre (M. Mulroney) a promis de collaborer plus étroitement avec les provinces, mais, dans ce cas critique, les deux paliers de gouvernement n'arrivent pas à s'entendre sur la stratégie et les mesures de sauvetage à adopter. Les habitants des régions de Kootenay-Ouest réclament des mesures de la part des deux niveaux de gouvernement, et pas seulement des promesses.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### LA SITUATION DU MARCHÉ MONDIAL—LE BESOIN D'AIDE DES AGRICULTEURS

**M. Brian White (Dauphin—Swan River):** Monsieur le Président, les agriculteurs canadiens contribuent énormément à la balance commerciale du Canada ainsi qu'à la santé de son économie. Environ 500,000 Canadiens travaillent dans l'agriculture et environ deux millions dans les domaines connexes de l'agro-alimentaire. Si on compte les secteurs de la transformation ainsi que de la vente en gros et au détail, l'agro-alimentaire représente plus du quart de l'activité économique canadienne et les agriculteurs canadiens sont parmi les plus efficaces du monde.

Grâce à la grande productivité de notre secteur agro-alimentaire, les Canadiens consacrent en moyenne moins de 16 p. 100 de leur revenu à leur alimentation et se classent ainsi au deuxième rang pour la modicité des prix de l'alimentation. Cependant, les agriculteurs canadiens font face à un avenir incertain en raison de la situation du marché agricole mondial. Le gouvernement fédéral a beaucoup fait pour l'agriculture, mais il y a encore beaucoup à faire, vu la crise actuelle. Dans l'intérêt du pays tout entier, nos agriculteurs doivent immédiatement recevoir l'aide de tous les niveaux de gouvernement et l'appui de tous les Canadiens, tant citadins que ruraux. Ils le méritent.

\* \* \*

### LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

#### LES AVANTAGES QU'IL Y A À INVESTIR

**M. Bill Tupper (Nepean—Carleton):** Monsieur le Président, Larkin Kerwin, président du Conseil national de recherches, a décrit dernièrement comment l'état de la science et de la technologie au Canada a été marqué par deux générations de négligence. Le Canada a ainsi perdu des revenus et des emplois au profit de pays plus axés sur la technologie. En 1985, l'excédent de nos importations dans ce domaine a atteint 12 milliards de dollars. Nous importons 80 p. 100 de nos machines, 70 p. 100 du matériel de transport, 80 p. 100 de l'équipement scientifique, 80 p. 100 de l'équipement sanitaire et presque tout notre matériel minier. Les États-Unis comptent 19 techniciens pour 1,000 employés de la fabrication, le Japon 12, et le Canada seulement quatre.